



«Il est inacceptable de laisser aux jeunes le libre choix entre armée et service civil»

Interview Président de la Société suisse des officiers, Stefan Holenstein craint que l'armée ne manque de bras et demande de restreindre l'accès au service civil.

Propos recueillis par

Philippe Castella

philippe.castella@lematindimanche.ch

L'armée est dirigée par un duo romand, Guy Parmelin et Philippe Rebord.

Cela suscite des crispations en Suisse allemande.

Chez vous aussi?

Non, ils prennent de plus en plus d'assurance dans leurs nouvelles fonctions. Mais, si j'avais un vœu à formuler vis-à-vis de Guy Parmelin, c'est qu'il pourrait montrer encore plus d'enthousiasme pour l'armée et pour faire avancer les projets. Dans la période d'incertitude actuelle, il est essentiel de communiquer d'une manière proactive.

On l'a vu tirer le frein à main sur plusieurs dossiers sensibles et multiplier les rapports. Trop?

Oui, peut-être un peu trop. Nous ne sommes franchement pas contents par exemple de la suspension du projet «Bodluf» de défense sol-air. Nous n'avons pas reçu de réponse claire sur les raisons de cette suspension, alors que la procédure a été respectée. Il faut maintenant aller de l'avant avec ce projet, car il y en a beaucoup d'autres qu'il va

falloir réaliser ensuite à partir de 2020, notamment l'achat d'un nouvel avion de combat.

L'armée prépare sa grande mue et les officiers semblent tendus. Pourquoi?

La Société suisse des officiers a toujours soutenu le projet de Développement de l'armée (DEVA). Nous avons participé activement à sa planification, en corrigeant parfois le tir et en faisant des propositions concrètes. Et maintenant on entre dans la phase de réalisation. Il y a de grands défis à surmonter en matière de finances et de personnel pour que cette réforme soit une réussite. Il y aura de nombreux changements fondamentaux. Il est donc compréhensible qu'il y ait une certaine tension chez les officiers.

Les précédentes réformes (Armée 95 et Armée XXI) ont-elles été ratées?

Leur mise en œuvre selon la planification n'a pas été possible parce que le cadre et les conditions financières ont changé. Pour Armée XXI, on a coupé dans le budget et on n'a pu réaliser qu'une moitié de la réforme. Pour compenser, on a essayé de

centraliser la logistique et de réduire le nombre d'arsenaux et de bataillons. Mais le résultat était mauvais.

L'armée a pourtant été bien préservée dans les derniers programmes d'économies...

Le Parlement a évidemment tiré les leçons de la débâcle d'Armée

XXI et a approuvé un budget de 5 milliards de francs par an jusqu'en 2020. C'est une très bonne chose parce que, pour la première fois, on va pouvoir réaliser une réforme sur une base financière stable. C'est le premier facteur de réussite.

La nouvelle armée sera plus petite (140 000 hommes avec la réserve) et pourtant vous craignez qu'elle ne manque de bras...

Les soldats ne resteront que neuf ans dans le service militaire, ce qui réduira les effectifs. Mais nous aurons besoin du même nombre de recrues qu'aujourd'hui. Et là, ce qui complique les choses, c'est le service civil.

«Si j'avais un vœu à formuler vis-à-vis de Guy Parmelin, c'est qu'il pourrait montrer encore plus d'enthousiasme pour l'armée et pour faire avancer les projets»

La grande menace pour



l'armée aujourd'hui, ce n'est plus les rouges, c'est le service civil?

C'est le paradoxe, oui, on perd trop de gens en faveur du service civil. Il y a chaque année 6000 jeunes qui suivent cette voie, alors qu'il n'y en avait encore que 2500 il y a quelques années. C'est vraiment dangereux parce qu'on affaiblit notre système de service militaire obligatoire. Celui-ci a pourtant été approuvé par 73% des Suisses en vote populaire en 2013. Et maintenant, dans les faits, c'est un libre choix qui est laissé aux jeunes entre armée et service civil. C'est vraiment inacceptable.

Comment changer la donne?

Des mesures politiques doivent être prises. Et je sais que les deux conseillers fédéraux responsables, Guy Parmelin et Johann Schneider-Ammann, discutent de mesures qui pourraient être prises cette année déjà, notamment pour rendre plus difficile le passage de l'un à l'autre. Le service civil est aussi un instrument

de sécurité, mais il doit rester un service de remplacement pour les jeunes qui ont un vrai problème de conscience à effectuer le service militaire.

Ne faudrait-il pas plutôt rendre l'armée plus attrayante?

L'armée n'existe pas pour être attrayante. C'est d'abord un instrument stratégique pour la sécurité de la Suisse. Lorsque vous devez faire de la garde à Davos par moins 30 degrés pour la sécurité du Forum économique mondial, ce n'est pas attractif.

Un projet prévoit d'assouplir la discipline avec des marches en baskets, des jours de congé au choix...

Cela paraît à première vue un peu bizarre, mais c'est peut-être un pas dans la bonne direction, parce que les jeunes sont physiquement moins bien préparés. L'armée perd trop d'hommes durant les quatre premières semaines d'école de recrues.

Ne se dirige-t-on pas vers une armée de mauviettes?

Non, pas du tout. L'objectif est de faciliter l'entrée à l'école de recrues, en commençant par des marches moins longues et en baskets. Mais le niveau d'exigences à la fin des dix-huit semaines d'école de recrues restera le même.

L'armée de milice est-elle encore adaptée aux nouvelles menaces (terrorisme, cyberattaques)?

Je peux vous dire que les experts d'autres pays admirent au contraire notre système de milice qui permet d'intégrer les compétences acquises dans le civil. Et, en cas d'attaque terroriste ou d'un afflux de réfugiés par exemple, il y aura besoin d'un appui de l'armée pour venir en soutien subsidiaire aux forces de police et aux gardes-frontières. En outre, il n'y a aucune alternative à notre armée de milice. Une armée professionnelle n'est ni financable ni souhaitée. ●



Stefan Holenstein déplore l'affaiblissement de notre système de service militaire obligatoire. Marco Zanon/Lunax